

SENATO DELLA REPUBBLICA

— XV LEGISLATURA —

Doc. **XII-bis**
n. **9**

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte I della 52^a Sessione ordinaria
(Parigi, 19-21 giugno 2006)

Raccomandazione n. 785 (*)

Sulla non proliferazione delle armi di distruzione di massa

Annunziata il 19 settembre 2006

SENATO DELLA REPUBBLICA

XV LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 9

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte I della 52^a Sessione ordinaria
(Parigi, 19-21 giugno 2006)

Raccomandazione n. 785 (*)

Sulla non proliferazione delle armi di distruzione di massa

Annunziata il 19 settembre 2006

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant que la prolifération des armes de destruction massive (ADM) constitue la menace la plus importante pour l'Europe, non seulement « tentiellement » comme il est dit dans la Stratégie européenne de sécurité, mais très concrètement;

(ii) Notant que la prolifération de la technologie balistique ajoute un élément d'instabilité supplémentaire qui pourrait placer l'Europe dans une situation de risque accru;

(iii) Reconnaissant la difficulté de parvenir au respect et à l'universalisation des

traités internationaux sur la non-prolifération des armes de destruction massive;

(iv) Considérant que les progrès des puissances nucléaires déclarées vis-à-vis du désarmement nucléaire sont trop lents et que l'acceptation tacite de certaines puissances nucléaires non déclarées (Israël, l'Inde et le Pakistan) nuit à la crédibilité du régime de non-prolifération nucléaire;

(v) Considérant que l'accord de coopération nucléaire récemment conclu entre les Etats-Unis et l'Inde, s'il était approuvé

(*) Adoptée par l'Assemblée le 21 juin 2006, au cours de sa quatrième séance plénière, sur la base du projet de recommandation amendé.

par le Congrès des Etats-Unis, pourrait avoir pour conséquence d'affaiblir le régime international reposant sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP);

(vi) Constatant la dissimulation d'activités nucléaires par certains pays, notamment la Corée du Nord et l'Iran, et l'absence de confiance qui en résulte quant au caractère exclusivement pacifique de leurs programmes nucléaires;

(vii) Inquiète des tensions suscitées par la décision des autorités iraniennes de reprendre les activités d'enrichissement nucléaire et consciente des risques d'escalade en raison des réticences de l'Iran à se conformer à toutes les exigences de l'AIEA;

(viii) Rappelant que plusieurs pays européens ont appelé les Etats-Unis à ouvrir des négociations politiques directes avec l'Iran afin de faciliter le déblocage de la situation de crise actuelle;

(ix) Considérant qu'il est d'une extrême importance de bien réfléchir à l'effet de possibles sanctions au regard de l'objectif poursuivi;

(x) Estimant souhaitable de renforcer les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en matière de contrôle des activités nucléaires des Etats parties au TNP;

(xi) Se félicitant de l'intérêt croissant que suscite l'idée de placer les programmes d'enrichissement de l'uranium et de retraitement du plutonium sous contrôle international;

(xii) Consciente de ce que l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais (CTBT - Comprehensive Test Ban Treaty) serait également une barrière efficace à la prolifération nucléaire;

(xiii) Saluant les activités de l'Organisation pour l'interdiction des armes chi-

miques (OIA) en vertu de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques;

(xiv) Rappelant qu'en adhérant à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, les Etats parties se sont engagés à détruire toutes leurs armes chimiques dans les dix ans (soit d'ici avril 2007) et s'inquiétant du retard pris par certains Etats pour respecter cet engagement;

(xv) Préoccupée également par l'existence possible de programmes nationaux d'armes chimiques développés par des Etats n'ayant pas encore signé ou ratifié la Convention d'interdiction des armes chimiques;

(xvi) Considérant que la Convention sur les armes biologiques et à toxines n'est toujours pas assortie d'un protocole de vérification crédible et constatant que le potentiel de détournement des technologies et des connaissances à double usage s'accroît du fait des progrès rapides que connaissent les sciences du vivant;

(xvii) Consciente de ce que l'acquisition d'armes de destruction massive par des groupes terroristes pourrait causer la mort et la destruction sur une grande échelle;

(xviii) Estimant que les matières radioactives et les cibles potentielles du terrorisme, telles que les complexes de réacteurs, doivent être mieux protégées;

(xix) Saluant la Résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations unies et soulignant l'importance de ce que tous les Etats s'abstiennent d'apporter toute forme d'aide à des acteurs non étatiques qui tenteraient de mettre au point ou de se procurer des armes nucléaires, chimiques ou biologiques et leurs vecteurs;

(xx) Estimant qu'il est urgent de rendre plus performants les contrôles à l'exportation des matières à risque pouvant contribuer à la fabrication d'armes nucléaires, biologiques et chimiques, et souhaitant

que l'UE assume un rôle encore plus actif en vue de parvenir à cet objectif;

(xxi) Accueillant très favorablement les actions de l'UE visant à soutenir des projets précis menés par des institutions multilatérales telles que l'Agence internationale de l'énergie atomique ou l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques;

(xxii) Saluant les objectifs visés par l'UE dans sa Stratégie contre la prolifération des armes de destruction massive et invitant l'UE à poursuivre ses efforts pour la mettre en oeuvre avec efficacité;

(xxiii) Estimant nécessaire que les gouvernements et les instances internationales ayant des responsabilités en matière de protection sanitaire consolident leurs politiques pour prévenir et atténuer les effets d'attaques utilisant des agents biologiques, chimiques ou radionucléaires;

(xxiv) Se félicitant des initiatives de défense nucléaire, biologique et chimique (NBC), adoptées par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN lors du sommet de Prague en 2002, notamment le Bataillon multinational de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN) de l'OTAN;

(xxv) Saluant le Partenariat mondial mis en place dans le cadre du G8, avec pour objectif de soutenir des projets de coopération précis, portant sur la non-prolifération, le désarmement, la lutte contre le terrorisme et la sûreté nucléaire;

(xxvi) Considérant néanmoins qu'il reste beaucoup à faire pour intensifier la coopération européenne et transatlantique sur la non-prolifération des armes de destruction massive;

(xxvii) Attirant l'attention sur les recommandations très pertinentes publiées le 1er juin 2006 dans le rapport sur les Armes de terreur: libérer le monde des armes nucléaires biologiques et chimiques

” élaboré par la Commission sur les armes de destruction massive, sous la présidence de M. Hans Blix, et notamment sur l'importance d'un renforcement de la coopération interparlementaire dans ce domaine,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO A:

1. Privilégier une approche multilatérale du cycle du combustible nucléaire et oeuvrer en faveur de la création d'une banque internationale du combustible nucléaire;

2. Encourager la mise en place d'une capacité internationale d'inspection et de vérification des ADM au sein des Nations unies;

3. Proposer des actions communes en vue de renforcer le mécanisme de vérification de l'application du Traité de non-prolifération et de la Convention sur les armes chimiques;

4. Encourager l'ouverture immédiate de négociations en vue de la conclusion d'un protocole de vérification crédible de la Convention sur les armes biologiques et à toxines;

5. Mieux protéger les matières radioactives et les cibles potentielles du terrorisme nucléaire telles que les complexes de réacteurs;

6. Inciter les pays qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et assurer l'ouverture rapide de négociations relatives à un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles;

7. Ouvrir à améliorer les régimes multinationaux de contrôle des exportations des matières à risque pouvant contribuer à la fabrication d'armes nucléaires, biologiques et chimiques, en renforçant leurs bases juridiques et leur universalisation;

8. Proposer d'accroître les fonds européens affectés à la mise en oeuvre de la Stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive;

9. Mettre en oeuvre la décision prise en 2003 par le Conseil de l'UE en vue de créer un centre de surveillance ADM chargé de suivre les travaux effectués dans ce domaine par le Conseil et la Commission;

10. S'assurer que les engagements financiers pris par l'UE, notamment au sommet du G8 de Kananaskis en 2002, soient plus promptement suivis d'effets;

11. Promouvoir la création de nouvelles zones exemptes d'armes de destruction massive, notamment au Moyen-Orient;

12. Ouvrir le dialogue à tous les niveaux entre les organes et services compétents de

l'UE et leurs homologues de l'OTAN dans le souci commun de réduire les risques inhérents aux armes de destruction massive;

13. Soutenir activement, tant au sein de l'UE que de l'OTAN, des initiatives internationales visant à protéger les populations contre les conséquences de l'utilisation d'armes de destruction massive;

14. Demander à l'Iran de se conformer à toutes les exigences de l'AIEA, notamment à celle de rétablir la suspension complète et durable de toutes ses activités d'enrichissement d'uranium;

15. Soutenir les efforts de l'UE-3 (l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni) pour trouver, dans le cadre du Conseil de sécurité des Nations unies, un accord sur une approche commune envers l'Iran.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 785 (*)

Sulla non proliferazione delle armi da distruzione di massa

L'ASSEMBLEA,

(i) Considerando che la proliferazione delle armi di distruzione di massa (ADM) rappresenta la minaccia più seria per l'Europa, non solo « in potenza », come indicato nella Strategia europea per la sicurezza, ma in modo molto concreto;

(ii) Nell'osservare che la proliferazione della tecnologia balistica apporta un ulteriore elemento di instabilità che potrebbe collocare l'Europa in una situazione di maggior rischio;

(iii) Riconoscendo la difficoltà di giungere al rispetto e all'universalizzazione dei trattati internazionali sulla non proliferazione delle armi di distruzione di massa;

(iv) Considerando che i progressi registrati dalle potenze nucleari dichiarate sulla via del disarmo nucleare sono troppo lenti e che l'accettazione tacita di alcune potenze nucleari non dichiarate (Israele, India e Pakistan) nuoce alla credibilità del regime di non proliferazione nucleare;

(v) Considerando che l'accordo di cooperazione nucleare concluso di recente tra gli Stati Uniti e l'India, qualora venisse approvato dal Congresso degli Stati Uniti,

potrebbe comportare un indebolimento del regime internazionale basato sul Trattato di non proliferazione delle armi nucleari (TNP);

(vi) Nel constatare l'occultamento delle attività nucleari da parte di alcuni paesi, in particolar modo la Corea del Nord e l'Iran, e la mancanza di fiducia che ne deriva sulla natura esclusivamente pacifica dei loro programmi nucleari;

(vii) Preoccupata per le tensioni suscitate dalla decisione delle autorità iraniane di riprendere le attività legate all'arricchimento del combustibile nucleare e consapevole dei rischi di *escalation* legati alla reticenza da parte dell'Iran di osservare i requisiti fissati dall'Agenzia Internazionale per l'Energia Atomica (AIEA);

(viii) Ricordando che diversi paesi europei hanno rivolto un appello agli Stati Uniti finalizzato all'avvio di negoziati politici diretti con l'Iran, con l'obiettivo di agevolare l'individuazione di una via d'uscita dall'attuale situazione di crisi;

(*) Adottata dall'Assemblea il 21 giugno 2006 durante la 4^a seduta della 1^a parte della Sessione ordinaria 2006 sulla base del progetto di raccomandazione emendato.

(ix) Considerando estremamente importante una riflessione approfondita in merito agli effetti che qualsiasi possibile sanzione potrebbe comportare sul raggiungimento dell'obiettivo perseguito;

(x) Ritenendo auspicabile un rafforzamento delle garanzie fornite dall'AIEA in materia di controllo delle attività nucleari degli Stati membri del TNP;

(xi) Guardando con favore all'interesse crescente suscitato dall'idea di porre sotto il controllo internazionale i programmi per l'arricchimento dell'uranio e per il riprocessamento del plutonio;

(xii) Consapevole del fatto che anche l'entrata in vigore del Trattato per la messa al bando totale degli esperimenti nucleari [CTBT - *Comprehensive Test Ban Treaty*] potrebbe rivelarsi una barriera efficace alla proliferazione nucleare;

(xiii) Accogliendo con favore le attività dell'Organizzazione per la proibizione delle armi chimiche (OPAC) [*Organization for the Prohibition of Chemical Weapons* (OPCW)] in conformità alla Convenzione sulle armi chimiche;

(xiv) Ricordando che, mediante l'adesione alla Convenzione sulle armi chimiche, gli Stati parte si sono impegnati a distruggere tutte le armi chimiche nel termine di dieci anni (ovvero, entro l'aprile del 2007) e esprimendo preoccupazione per il ritardo di alcuni Stati per quel che attiene al rispetto di tale impegno;

(xv) Preoccupata altresì per il possibile sviluppo di programmi nazionali relativi alle armi chimiche da parte di Stati che non hanno ancora firmato o ratificato la Convenzione sulle armi chimiche;

(xvi) Considerando che la Convenzione sulle armi biologiche e tossiniche [*Biological and Toxin Weapons Convention* (BTWC)] non comprende ancora un protocollo di verifica attendibile e constatando la crescente possibilità di un'appro-

priazione indebita del *know-how* e delle tecnologie a duplice uso quale risultato dei rapidi progressi che si stanno verificando nel settore delle scienze biologiche;

(xvii) Consapevole del fatto che l'acquisizione di armi di distruzione di massa da parte di gruppi terroristici potrebbe causare morte e distruzione su vasta scala;

(xviii) Nel ritenere che i materiali radioattivi e alcuni bersagli potenziali del terrorismo, come le installazioni dei reattori, debbano essere tutelati in modo più efficace;

(xix) Nell'accogliere favorevolmente la Risoluzione 1540 del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite e nel sottolineare l'importanza del fatto che tutti gli Stati si astengano dal fornire qualsiasi forma di aiuto a soggetti non statali che tentino di mettere a punto, o di procurarsi, armi nucleari, chimiche o biologiche e i relativi vettori;

(xx) Nel ritenere che sia urgente rendere più stringenti i controlli sull'esportazione di materiali rischiosi, passibili di contribuire alla fabbricazione di armi nucleari, biologiche e chimiche e auspicando che l'Ue assuma un ruolo ancora più attivo nel raggiungimento di detto obiettivo;

(xxi) Accogliendo in modo molto favorevole gli interventi dell'Ue volti a sostenere progetti specifici intrapresi da istituzioni multilaterali quali l'Agenzia internazionale per l'Energia Atomica o l'Organizzazione per la proibizione delle armi chimiche;

(xxii) Guardando con favore agli obiettivi definiti dall'Ue nella sua Strategia contro la proliferazione delle armi di distruzione di massa e invitando l'Unione europea a portare avanti le iniziative finalizzate ad un'efficace attuazione della stessa;

(xxiii) Ritenendo necessario che i governi e le istanze internazionali responsa-

bili in materia di tutela sanitaria consolidino le rispettive politiche volte a prevenire e ad attenuare gli effetti di attacchi mediante l'uso di agenti biologici, chimici o radiologici;

(*xxiv*) Nel congratularsi per le iniziative finalizzate alla difesa nucleare, biologica e chimica (NBC), adottate dai Capi di Stato e di governo della NATO in occasione del vertice di Praga del 2002 e, in particolar modo, per la creazione del Battaglione multinazionale della NATO per la difesa chimica, biologica, radioattiva e nucleare (CBRN);

(*xxv*) Dando il benvenuto al Partenariato mondiale istituito nell'ambito del G8, il cui obiettivo è sostenere progetti di cooperazione specifici nei settori della non proliferazione, del disarmo, della lotta al terrorismo e della sicurezza nucleare;

(*xxvi*) Considerando, ciò nondimeno, che molto resta da fare per intensificare la cooperazione europea e transatlantica sulla non proliferazione delle armi di distruzione di massa,

(*xxvii*) Richiamando l'attenzione sulle raccomandazioni di grande rilevanza, contenute nella relazione su « Le armi del terrore: liberare il mondo dalle armi nucleari, biologiche e chimiche » pubblicata il 1° giugno 2006 dalla Commissione sulle armi di distruzione di massa, presieduta da Hans Blix, e in particolare sull'importanza del rafforzamento della cooperazione interparlamentare in questo campo,

**RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI
INVITARE I PAESI DELL'UEO A:**

1. Privilegiare un approccio multilaterale al ciclo del combustibile nucleare e a lavorare a favore della creazione di una banca internazionale del combustibile nucleare;

2. Promuovere la predisposizione di una capacità internazionale per l'ispezione

e la verifica delle ADM interna alle Nazioni Unite;

3. Proporre azioni comuni finalizzate al rafforzamento del meccanismo di verifica dell'applicazione del Trattato di non proliferazione e della Convenzione sulle armi chimiche;

4. Incoraggiare l'avvio immediato di negoziati in vista della creazione di un protocollo di verifica attendibile della Convenzione sulle armi chimiche e tossiniche;

5. Tutelare meglio i materiali radioattivi e i potenziali bersagli del terrorismo nucleare come le installazioni di reattori;

6. Incoraggiare i paesi che non lo hanno ancora fatto a firmare e a ratificare il Trattato per la messa al bando totale degli esperimenti nucleari e assicurare l'avvio, in tempi rapidi, dei negoziati relativi a un trattato sull'interruzione della produzione di materiale fissile;

7. Tentare di migliorare i regimi multinazionali per il controllo delle esportazioni di materiali rischiosi passibili di entrare nel ciclo della produzione di armi nucleari, biologiche e chimiche, rafforzandone le basi giuridiche e la relativa universalizzazione;

8. Proporre di aumentare i fondi europei destinati all'attuazione della Strategia dell'Unione europea contro la proliferazione delle armi di distruzione di massa;

9. Dare attuazione alla decisione adottata nel 2003 dal Consiglio dell'Ue di istituire un centro per il monitoraggio delle ADM incaricato di seguire i lavori realizzati in questo settore dal Consiglio e dalla Commissione;

10. Assicurarci che gli impegni finanziari assunti dall'Ue, in particolar modo nel corso del vertice del G8 di Kananaskis del 2002, trovino un'applicazione pratica in tempi più rapidi;

11. Promuovere l'istituzione di nuove zone libere dalle armi di distruzione di massa, soprattutto in Medio Oriente;

12. Avviare un dialogo, a tutti i livelli, tra gli organismi e i servizi competenti dell'Ue e le relative controparti della NATO, nell'interesse comune di una riduzione dei rischi inerenti alle armi di distruzione di massa;

13. Sostenere attivamente, all'interno sia dell'Ue sia della NATO, le iniziative internazionali volte a tutelare le popola-

zioni dalle conseguenze dell'utilizzo di armi di distruzione di massa;

14. Chiedere all'Iran di osservare tutti i requisiti posti dall'AIEA, in particolar modo quello relativo al ripristino della sospensione totale e duratura di tutte le attività di arricchimento dell'uranio;

15. Sostenere le attività dell'UE-3 (Francia, Germania, Regno Unito) finalizzate a trovare un accordo, nell'ambito del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite, in merito ad un approccio comune nei confronti dell'Iran.